

Recherches sociographiques



Pierre O'NEILL et Jacques BENJAMIN, *Les mandarins du pouvoir. L'exercice du pouvoir au Québec de Jean Lesage à René Lévesque*

Vincent Lemieux

Volume 20, numéro 3, 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055856ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055856ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemieux, V. (1979). Compte rendu de [Pierre O'NEILL et Jacques BENJAMIN, *Les mandarins du pouvoir. L'exercice du pouvoir au Québec de Jean Lesage à René Lévesque*]. *Recherches sociographiques*, 20(3), 411–412.
<https://doi.org/10.7202/055856ar>

Québec, à l'exception peut-être du texte de Marc Delisle (de la Fédération des magasins Coop) qui a remplacé l'analyse par une déclaration : « Dans une coopérative, l'assemblée générale des membres est souveraine » (p. 197). Paul Perreault est davantage conscient de l'insuffisance de l'appareil théorique traditionnel pour expliquer le contrôle des coopératives, mais il se limite à exposer les thèses en présence dans d'autres pays, sans produire lui-même de données sur les coopératives québécoises.

En guise de conclusion, Alfred Rouleau se réjouit du fait que « les économistes s'affranchissent de temps à autre des abstractions et des équations d'un monde souvent trop irréal et trop éthéré » (p. 213). Sur le plan idéologique, il se range nettement avec les économistes nationalistes comme Angers et Sales. « Le Québec ne m'apparaît pas contrôler suffisamment de leviers de décision macro-économique, dans le cadre actuel du partage de champs de compétence en matière économique avec le fédéral... » (p. 217). Mais son texte n'apporte aucune thèse ni donnée nouvelles par rapport à celles d'autres participants.

À notre avis, l'ouvrage est d'une valeur inégale à cause de la qualité diverse des contributions présentées. Nous y trouvons côte à côte des études empiriques solides impliquant des recherches originales (notamment les contributions d'Arnaud Sales, Léo-Jacques Marquis, Jean-Michel Paris, Claude Autin ou André Marsan), des éléments de réflexion théorique intéressants (dans les textes de Jacques Henry, Raymond Hudon ou Paul Martel-Roy) ainsi que des exhortations ou des justifications (les textes de Léon Courville, Marc Delisle, Roger Philips ou André Ryba) et des commentaires sur la futilité du sujet (Gérard Bélanger). L'inégalité tient au fait que l'on a voulu publier *toutes* les communications au lieu de trier et de sélectionner les textes selon leur valeur. Nous avons donc affaire à un volume de taille supérieure à l'optimum, et l'acheteur devra en faire les frais. Que cette recension serve à orienter les consommateurs rationnels.

Une deuxième lacune que nous avons relevée est l'absence d'une *analyse* empirique globale qui, à la différence d'un *commentaire* global, coiffe les diverses contributions et donne une vue d'ensemble bien appuyée sur des données agrégées. L'introduction ou la conclusion auraient pu aussi servir à souligner la diversité des points de vue des participants (néo-classiques, nationalistes, néo-ricardiens), diversité qui peut agacer le lecteur profane, sans nécessairement l'éclairer. Il serait à souligner que, pour les prochaines éditions des actes de ses congrès, l'A.S.D.E.Q. voie à corriger ces faiblesses.

Jorge NIOSI

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*

Pierre O'NEILL et Jacques BENJAMIN, *Les mandarins du pouvoir. L'exercice du pouvoir au Québec de Jean Lesage à René Lévesque*, Montréal, Québec/Amérique, 1978, 285p.

Pour accrocher le lecteur (*sic*), les éditeurs imposent aux auteurs des titres faux mais suggestifs. Le terme de mandarin ne se trouve pas ailleurs que dans le titre du livre d'O'Neill et de Benjamin, et c'est heureux. Ni dans le sens propre ni dans le sens dérivé il ne s'agit de mandarins, mais de différents collaborateurs qui entourent les premiers ministres et qui, tout en le contrôlant plus ou moins, lui servent à contrôler son parti, l'appareil gouvernemental et le corps électoral.

Les deux auteurs montrent que la coalition de ces collaborateurs change d'un premier ministre à l'autre. Jean Lesage avait des conseillers partisans, dont certains étaient aussi des conseillers gouvernementaux, mais les influences prédominantes autour de lui venaient surtout de quelques ministres et de leurs hauts fonctionnaires. Les fabricants d'image avaient peu de place en un temps où les libéraux se croyaient au gouvernement pour longtemps.

Daniel Johnson fut sans doute celui qui sut maintenir la coalition la plus large et l'équilibre le plus délicat entre ses collaborateurs. Pour refaire son image, il s'entoura de communicateurs, mais quelques ministres et surtout quelques hauts fonctionnaires de même que des hommes de parti l'influençaient également.

Jean-Jacques Bertrand, au contraire, s'aliéna plusieurs de ses ministres et ne faisait guère confiance aux hommes de parti, pas plus qu'aux fabricants d'image. Il adopta un style hiérarchique de gouvernement, où le secrétaire général du Conseil exécutif tenait une grande place.

Du style de Robert Bourassa les auteurs disent qu'il fut quasi présidentiel. Les ministres n'ont guère de poids, mais cinq ou six hauts fonctionnaires sont influents. Ce sont quelques hommes de parti et quelques fabricants d'image qui sont les principaux conseillers du premier ministre.

Enfin, avec René Lévesque la coalition prend une forme bien différente. Plusieurs ministres et leurs cabinets ministériels pèsent lourd, dans un gouvernement qui est plus collégial que quasi présidentiel. Les hauts fonctionnaires n'ont plus beaucoup d'influence et les fabricants d'image cherchent à vendre une idée, celle de la souveraineté du Québec. L'image du chef de gouvernement quant à elle n'a pas besoin d'être vendue.

Les deux auteurs (sur la couverture et sur la page frontispice le nom de Pierre O'Neill est écrit en plus gros caractère que celui de Jacques Benjamin) connaissent bien les entourages qu'ils décrivent. Pour eux, c'est là que réside le *vrai* pouvoir. Ils semblent oublier que les premiers ministres ont d'autres connexions que celles de leurs entourages, que ces entourages filtrent plus ou moins ce qui vient d'ailleurs, et que les choix gouvernementaux ne recouvrent pas tous les choix publics qui sont significatifs du « pouvoir » dans une société. D'ailleurs on nous montre assez peu les entourages à l'œuvre dans les politiques gouvernementales. Leur pouvoir y est davantage présumé que décrit.

À plusieurs endroits de l'ouvrage on parle de sondages sans en indiquer la source exacte. Certains de ces sondages apparaissent farfelus, dont ceux (p. 44) qui auraient révélé que l'Union nationale talonnait de près le Parti libéral au début de la campagne électorale de 1962. Le seul sondage sérieux que l'on connaisse (celui du Groupe de recherche sociale) indiquait exactement le contraire.

Malgré ces limites, que les auteurs auraient pu signaler, l'ouvrage est le premier à explorer de façon aussi bien informée les entourages des premiers ministres québécois. Il y a là d'utiles données qui pourront être intégrées avec d'autres dans des études plus complètes sur les structures des relations de pouvoir au Québec.

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*

Nadia FAHMI-EID, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, 318p. (« Cahiers du Québec: histoire », 41.)

Impeccable. Si les critères académiques étendaient leur empire sur toute œuvre à destination sociographique, il faudrait couler le livre de Nadia Eid dans le bronze, pour servir d'étalon. À ceux que déroutent la prose bureaucratique des « Écoles des gradués » je dis: singez ce livre, c'est ainsi qu'on fait une thèse.

Une « introduction », d'abord, qui *introduit*. Qu'est-ce que l'ultramontanisme, qu'est-ce qu'une idéologie? En quoi l'idéologie ultramontaine constitue-t-elle le discours d'un groupe social distinct, jouissant d'une identité propre, occupant une place spécifique au sein de l'échiquier social